

TRIBUNE

**A
L
G
E
R
I
E
N
N
E**

POUR LA

CONSTITUANTE

ALGERIENNE

— sommaire —

- Pourquoi "TRIBUNE" ?
- Interview d'un militant de l'UGTA
- Le voyage de Marchais en Algérie
- Le Ramadhan " Socialiste "
- Qui est responsable ?

2^{F.}

correspondance : M^{rs} YVES DOREY

22, Bd^e S^t DENIS · 75010 · PARIS ·

N°1 NOV. 74

POURQUOI "TRIBUNE" ?

Peuple Algérien, fellah, travailleur, militant, jeune,

- Plus de 850.000 algériens sont obligés, pour survivre et nourrir leurs familles, de s'exporter en EUROPE !
- Plus de 2 millions de chômeurs sur une population de 13 millions d'habitants !
- 500 dinards - pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi - en moyenne pour nourrir des familles de 7 à 12 enfants !
- Aucune liberté de presse, de réunion, d'organisation ! Aucun droit d'expression !

Tel est le bilan de 12 années "d'indépendance", sous la conduite de BOUMEDIENNE et consorts !

Peuple algérien, fellah, travailleurs, militant, jeune !

Est-ce pour cela que pendant plus de 7 ans, au prix du sang, de plus d'UN MILLION DE SES ENFANTS, que notre peuple a combattu le colonialisme oppresseur ? ASSUREMENT NON !

Le peuple et les travailleurs algériens ont combattu pour le droit de vivre dignement, pour le droit au travail et à la Terre, pour le droit de gérer et de contrôler ses propres intérêts, pour le droit d'être LIBRE

Qu'en est-il ?

- Un gouvernement issu d'un putsch où exécutif, législatif, administratif, justice, armée, police sont entre les mains d'hommes désignés et dévoués au régime militaire-policié !

- un pouvoir de fait incontrôlé, totalement subordonné aux intérêts de l'impérialisme et de ses représentants en ALGERIE !

- pas de Parlement, pas d'Assemblée nationale !

- Un seul parti : celui du pouvoir !

- une organisation syndicale (l'U.G.T.A.) - fondée par les travailleurs dans leur combat contre le colonialisme (que le régime tente systématiquement de détruire comme arme des travailleurs) et dont la direction est elle aussi inféodée au Parti et à l'Etat !

Peuple algérien, travailleur, fellah, militant, jeune !

Il y a 12 ans, en 1962, les masses algériennes arrachaient leur indépendance politique !

Il y a 20 ans, en 1954, la classe ouvrière et la paysannerie engageaient le combat pour recouvrer le sol national, pour démanteler le système colonial oppresseur, pour arracher les libertés ouvrières et démocratiques.

Aujourd'hui, en 1974, l'oppression existe toujours ! les libertés ouvrières et démocratiques n'existent pas ! Et c'est pour cela que ce journal s'intitule "Tribune Algérienne". Et c'est pour cela que "Tribune" est titrée à l'extérieur !

Peuple algérien, travailleur, fellah, militant, jeune !

Les trotskystes algériens qui luttent en ALGERIE et dans l'émigration pour la construction du parti

ouvrier révolutionnaire en ALGERIE, parti de la classe ouvrière algérienne, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, affirment :

- l'indépendance politique est une indépendance formelle !
- la débile bourgeoisie algérienne est totalement subordonnée aux intérêts de l'impérialisme !
- le gouvernement, l'Etat et tous ses rouages sont étrangers aux masses ! et directement contre elles !

Peuple algérien, travailleur, fellah, militant, jeune !

- C'est parce que les objectifs fondamentaux pour lesquels les masses se sont sacrifiées - le droit d'être libre, majeur, digne ! - n'ont pas été réalisés que nous reprenons le combat héroïque de notre peuple !
- Du plus profond de toutes les couches de la population monte cette revendications légitime !

LIBERTE !

Si les trotskystes algériens sont à l'initiative de ce journal, tous les militants qui combattent pour les libertés ouvrières et démocratiques, pour une CONSTITUANTE algérienne, pourront s'y exprimer.

"Tribune" est ouvert aux militants ouvriers qui refusent les tentatives du gouvernement de faire de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) une courroie de transmission de l'appareil d'Etat :
l'U.G.T.A., SYNDICAT DES TRAVAILLEURS, AU SEUL SERVICE DES TRAVAILLEURS !

"Tribune" est ouvert aux militants qui refusent la dissolution de l'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS ALGERIENS ! LEVEE DE LA DISSOLUTION DE L'U.N.E.A. !

"Tribune" est ouvert aux militants qui refusent le parti unique ! RECONNAISSANCE DE TOUS LES AUTRES PARTIS, DE TOUTES LES ORGANISATIONS !

"Tribune" est ouvert aux fellahs qui voient se succéder les "révolutions" agraires du régime, mais qui restent sans terre, sans crédits, sans moyens techniques, tous jours dépendants des "gros" qui commercialisent leur maigre production : ces "gros" qui ont démantelé le secteur autogéré, conquête des travailleurs et des paysans en 1962, ces "gros" qui cherchent à affamer une fois de plus les couches laborieuses au moment du Ramadan, ces "gros" qui assistent à un soi-disant congrès de l'U.N.P.A., qui les laissera toujours aussi puissants !
EXPROPRIATION DES SUCCESEURS DE BORGEAUD ET DES BEN GHANA !

"Tribune" est ouvert aux militants du F.L.N. qui sont scandalisés par le fait que depuis 65, il n'y ait ni parlement, ni députés, par le fait que les responsables du parti soient nommés par le gouvernement.

"Tribune" est ouvert à tous les joudjahidines, qui en ce mois de Novembre se souviennent des immenses sacrifices du peuple algérien pour arracher le droit d'être libre, digne, majeur : qui se souviennent et qui constatent que l'A.N.P. n'est pas l'armée du peuple, mais une force militaire étrangère au peuple qu'elle prétend défendre. Et contre qui ?

"Tribune" est ouvert aux instituteurs qui refusent de faire cohabiter l'Islam, l'obscurantisme et la culture !

Comment peut-on former des esprits libres si les enseignants n'ont pas eux-mêmes la liberté de choisir et de critiquer des programmes imposés par le Ministère de l'Education, subordonné à celui de l'Enseignement originel et des Affaires religieuses ?

.../...

INTERVIEW D'UN MILITANT DE L'UGTA

"Tribune" - Douze années après l'indépendance, comment combat la classe ouvrière en ALGERIE ?

Réponse : le prolétariat algérien, comme tous les pays, combat aujourd'hui sur son propre terrain par les moyens les plus anciens de la lutte de classe. Ainsi, même si la presse officielle n'en dit pas un mot, de multiples grèves ont eu lieu dans le pays, dans tous les secteurs de la vie économique. Par ces mouvements, le prolétariat essaie de limiter l'exploitation. Dans certains cas (les exemples sont d'ailleurs nombreux), il parvient à gagner.

Prenons un exemple significatif : la récente grève de l'imprimerie officielle à Alger. Les travailleurs avaient déposé un cahier de revendications. La police intervient et arrête certains membres de la section syndicale. Immédiatement la totalité du personnel arrête le travail et menace de tout faire "sauter" si leurs camarades ne sont pas relâchés. Devant cette situation, les responsables haut placés dans l'appareil d'Etat ont cédé, ont fait relâcher les syndicalistes et toutes les revendications déposées ont été satisfaites.

"Tribune" - La classe ouvrière algérienne combat. Quelles sont ses revendications ?

Réponse : Elles sont classiques : salaires, conditions de vie et de travail, lutte contre la cherté de la vie : depuis 1969/70, le coût de la vie a augmenté de 50% alors que les salaires n'ont pas bougé depuis 1962. Devant cette situation, les travailleurs entrent en mouvement.

"Tribune" - Comment s'expriment ces revendications ?

Réponse : Dans tous les congrès syndicaux de l'U.G.T.A. qui ont eu lieu (Unions territoriales, Unions de Villayas, ex-UL et ex-UD, Fédérations), régulièrement, toutes les revendications sont exposées. L'une d'entre elles est significative, celle de la défense des mutuelles qui existent, car, de plus en plus, l'Etat oblige celles-ci à verser une quote-part au budget de l'Etat. En plus, tout un chapelet de revendications, toutes légitimes, sont avancées. La liste serait longue : salaires, logement, sécurité sociale, liberté syndicale (parce que les patrons "privés nationaux" ou d'Etat s'opposent à l'activité syndicale). Une revendication se pose de plus en plus pour les travailleurs : c'est la défense de la Sécurité Sociale et des mutuelles qui, par "la loi des finances" participent obligatoirement au financement du budget de l'Etat.

"Tribune" - Y a-t-il, dans la dernière période, quelque chose de qualitativement nouveau dans cette lutte ?

Réponse : On peut dire qu'un tournant important pour toute la classe ouvrière algérienne a été effectué lors de la grève spectaculaire des travailleurs des autobus d'Alger (la R.S.T.A.) en 1971. Pour des revendications de salaires, toute la R.S.T.A. s'est mise en grève générale pour 24 heures après une grève d'avertissement. Pour la première fois depuis des années, un mouvement éclatait au grand jour et la population d'Alger a exprimé sous diverses formes sa solidarité avec les grévistes. Pas un seul bus ne circulait à Alger. Cette grève se conclut après des promesses d'augmentation des salaires et d'allègement des conditions de travail. Depuis il y a eu sans arrêt des grèves à Alger et en ALGERIE.

.../...

"Tribune" : Le gouvernement algérien parle beaucoup, depuis des années, de la "gestion socialiste des entreprises".

De quoi s'agit-il ?

Réponse : La "Charte de la gestion socialiste des entreprises" doit être imposée d'abord dans le secteur national de l'industrie. Comment ? Par le moyen d'une Assemblée des Travailleurs (A.T.) qui est une commission élue (ou un bureau) dont les membres ont été triés par une commission de candidatures composée de la direction de l'usine, des responsables du F.L.N. et de l'U.G.T.A. L'AT participe à différentes commissions (hygiène, personnel, protection, etc ...) chargées de discuter avec la direction. Mais ces commissions n'ont qu'un rôle consultatif et ne peuvent en aucun cas prendre de décisions.

"Tribune" : Le gouvernement est-il arrivé à ses fins dans l'application de cette "Charte" ?

Réponse : La "charte socialiste des entreprises" n'a pas encore pu être appliquée. Il y a un an, la société nationale S.N.-METAL avait été choisie comme terrain d'essai. Mais ce fut un échec pour le gouvernement car les travailleurs voulaient imposer leur contrôle sur les directeurs, ils s'opposaient aux licenciements et au népotisme de la direction.

Devant le gaspillage, le vol, le parasitisme des directeurs-patrons et d'autre part, pour s'opposer à la combativité des travailleurs, le pouvoir tente un double mouvement. D'une part diminuer l'ampleur de ce gaspillage et de l'autre contrôler les travailleurs afin de développer la productivité et la rentabilité au maximum. Ce qui exige que l'on transforme totalement le syndicat en conseil d'administration.

La campagne d'explication de cette charte a duré très longtemps parce qu'elle a suscité de nombreux problèmes ; projets et avant-projets se sont succédés. Pour le Ministre de l'Industrie, BELAÏD ABDESLAM, il s'agit de "responsabiliser"; pour le Ministre d'Etat Chérif BELKACEM, il faut "éliminer les revendications et les différences entre patron et ouvriers." Il ajoute : "L'important n'étant ni le contrôle ni le pouvoir de décision, mais une participation active des travailleurs qui donnent des avis et sont consultatifs." Tel est le contenu de la "gestion socialiste des entreprises".

Ces explications et mises en garde ont été abondamment développées pour couper court à la "naïveté" des travailleurs ou de quelques dirigeants syndicaux pour qui la gestion socialiste signifiait le contrôle effectif de l'entreprise par les ouvriers. Pour définir clairement ce dont il s'agissait, il s'est tenu cet été une Conférence des AT d'une dizaine de grosses sociétés nationales. Ses travaux se sont résumés en deux mots : produire et se taire; ce qui constitue le fond de cette "gestion socialiste des entreprises". De plus, en faisant miroiter aux yeux des travailleurs le partage des bénéfices, le pouvoir entend les "lier plutôt pour le pire" : parce que le plan est décidé par lui et non par les travailleurs qui sont totalement laissés en dehors de toute décision.

"Tribune" - Le gouvernement algérien parle également de la "révolution agraire" depuis des années. De quoi s'agit-il, là encore ?

Réponse : Le pouvoir parle sans arrêt de "révolution industrielle", de "révolution agraire" et de "révolution culturelle". Mais la Charte de la "révolution" agraire n'a été élaborée que par le Seul Conseil de la Révolution formé le 18 juin 1965 lors du coup d'Etat de BOUMEDIENNE, indépendamment de tout ce que pensaient les travailleurs, la jeunesse

.../...

.../...

et les masses paysannes concernées au premier chef. Il s'agit d'une "Charte" à caractère purement administratif qui vise à préserver et à protéger la moyenne propriété agraire. Les gros propriétaires fonciers contournent les dispositions de la "Charte" et se convertissent en petits industriels et en gros commerçants. Il ne s'agit en aucun cas d'une révolution agraire mais d'une tentative de constitution d'une "classe bourgeoise moyenne", alors que les bénéficiaires (qui ne sont qu'une infime minorité par rapport à la masse de paysans pauvres et sans terre) ne reçoivent que des lopins qui ne leur permettent pas de subsister.

"Tribune" : On assiste donc à la faillite de cette politique de prétendue "révolution agraire". Comment la masse de la paysannerie assoiffée de terre réagit-elle face à cette fausse "révolution agraire" ?

Réponse : Le pouvoir, incapable de transformer les rapports sociaux à la campagne a mené toute une campagne de développement du F.L.N. par le moyen de l'Union nationale des paysans (U.N.P.A.). Les membres de l'U.N.P.A. devraient être les agents politiques du pouvoir à la campagne pour appliquer la charte, bien évidemment à leur profit.

La masse de la paysannerie réagit actuellement en manifestant son indifférence et en refusant d'accepter des lopins de terre inviables ou en se désistant lorsqu'ils sont attribués. Notons également que les coopératives de service mises en place pour "aider" les bénéficiaires de cette réforme agraire profitent aux paysans moyens (fournitures d'engrais, de matériel, etc ...) et pas aux paysans pauvres obligés de payer alors qu'ils sont dépourvus de revenus et d'argent.

Le gouvernement, en fait, se refuse à mobiliser les masses paysannes. C'est l'impasse.

"Tribune" : Le gouvernement BOUMEDIENNE, issu du coup d'Etat du 13 juin 1965 représente un pouvoir de fait. Quelle orientation les révolutionnaires opposent-ils à cette situation qui conduit à la crise ?

Réponse : Effectivement, nous avons en Algérie un gouvernement de fait qui a été imposé et non choisi par le peuple algérien. Tous les responsables sont désignés et imposés par le sommet. Les masses n'ont aucun droit à la parole.

La seule solution, en ALGERIE comme dans les autres pays arriérés, pour régler les problèmes fondamentaux (la terre, l'emploi, les problèmes culturels, tous ceux qui relèvent d'une véritable indépendance nationale) c'est d'accomplir la révolution sociale, laquelle ne peut être dirigée que par la classe ouvrière entraînant la masse des paysans pauvres et sans terre.

"Tribune" : De quelle politique précisément s'agit-il ?

Réponse : Il faut lutter pour que les masses aient le droit à la parole, puissent s'exprimer et discuter, pour qu'elles puissent se donner un gouvernement à elles, un gouvernement élu et responsable devant une Assemblée constituante au suffrage universel.

"Tribune" : Tu viens d'avancer le mot d'ordre de la Constituante algérienne. Peux-tu préciser ?

Réponse : La solution, je le répète, c'est la révolution prolétarienne. Le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante est un levier permettant de mobiliser les masses sur les mots d'ordre démocratiques, car la faible bourgeoisie algérienne au pouvoir, comme dans tous les pays économiquement arriérés, n'a pu régler aucune tâche fondamentale depuis l'indépendance. Ce mot d'ordre et ceux qui en découlent répondent très précisément aux aspirations démocratiques

.../...

que pour satisfaire les revendications matérielles des masses définies plus haut dans leurs grandes lignes.

"Tribune" : La crise révolutionnaire qui s'ouvre en EUROPE avec la révolution prolétarienne qui a éclaté au PORTUGAL annonce-t-elle de nouvelles perspectives en ALGERIE ?

Réponse : Du fait que l'ALGERIE n'est pas isolée du marché capitaliste mondial, elle subit directement la crise. Notre pays ne peut pas être un îlot et l'unité mondiale de la lutte des classes y trouve son expression. Il faut s'attendre à ce que cette crise économique et politique qui se développe en EUROPE et dans le monde ait des répercussions importantes en ALGERIE. C'est à cela que les révolutionnaires doivent se préparer.

La base de la paysannerie algérienne est en retard sur les paysans européens. Elle ne peut pas être un îlot et l'unité mondiale de la lutte des classes y trouve son expression. Il faut s'attendre à ce que cette crise économique et politique qui se développe en EUROPE et dans le monde ait des répercussions importantes en ALGERIE. C'est à cela que les révolutionnaires doivent se préparer.

"Tribune" : Le gouvernement algérien issu du coup d'état du 19 juin 1965 représente un pouvoir de fait. Quelle orientation les révolutionnaires adoptent-ils à cette situation qui conduit à la crise ?

Réponse : Effectivement, nous avons en ALGERIE un gouvernement de fait qui a été imposé et non choisi par la population. Tous les responsables sont désignés et imposés par le socialisme. Les masses n'ont aucun droit à la parole. La seule solution, c'est de lutter pour que les masses algériennes puissent s'exprimer et discuter, pour qu'elles puissent participer à la vie politique nationale. C'est à cela que les révolutionnaires doivent se préparer.

"Tribune" : De quelle politique révolutionnaire s'agit-il ?

Réponse : Il faut lutter pour que les masses algériennes puissent s'exprimer et discuter, pour qu'elles puissent participer à la vie politique nationale. C'est à cela que les révolutionnaires doivent se préparer.

"Tribune" : Il y a un mouvement de la Constitution algérienne. Quel est son but ?

Réponse : La solution, c'est de lutter pour que les masses algériennes puissent s'exprimer et discuter, pour qu'elles puissent participer à la vie politique nationale. C'est à cela que les révolutionnaires doivent se préparer.

A l'invitation du F.L.N., une délégation du P.C.F. conduite par MARCHAIS a séjourné en ALGERIE du 11 au 15 septembre 1974.

Précisons le cadre et le caractère de ce voyage, le contenu de l'accord P.C.F.-F.L.N. et ses premières retombées.

UN TOURNANT A 180°

Après le putsch de BOUMEDIENNE, le P.C.F. et l'O.R.P. caractérisaient le régime algérien de "dictature bureaucratique, anti-constitutionnelle, antipopulaire et antidémocratique". En 1968, le P.C.F. apportait son aide ouverte au P.A.G.S. qui condamnait dans ses publications clandestines le "régime illégal, antiouvrier et obscurantiste de BOUMEDIENNE. D'où l'absence de tout contact entre le P.C.F. et le F.L.N., la C.G.T. et l'U.G.T.A. Ce qui ne veut pas dire que la C.G.T. aidera l'émigration ouvrière en FRANCE. Au contraire, pendant les grèves qui vont éclater à partir de 1970 dans des petites entreprises, puis à GIRASTELL, PENARROYA (1971), à RENAULT-BILLANCOURT (janvier 1971), à RENAULT (LE MANS), SIMMERFER à LOUVIERS, à FOS, dans le Nord ... la C.G.T. s'est à chaque fois mobilisée pour casser le mouvement et l'isoler. On connaît également la passivité du P.C.F. devant le projet de circulaire FONTANET-MARCELLIN.

En juillet 1972, lors des cérémonies du Xe Anniversaire de l'indépendance, KANAPA, un des membres de l'appareil international du KREMLIN en FRANCE, se rend à ALGER. Il s'agissait d'harmoniser la politique du P.C.F. avec celle de BREJNEV en pleine lune de miel avec les régimes bourgeois arabes du Moyen-Orient : SYRIE, IRAK, EGYPTE. Le tournant commença. On passe d'une analyse "critique" à un soutien "critique", puis de plus en plus ouvert en 1973, où les voyages de SEGUY et de délégation de la C.G.T. et du P.C.F. se sont multipliés en ALGERIE, tandis que la collaboration entre l'U.G.T.A., l'A.G.T.A., le P.C.F. et la C.G.T. se faisait plus étroite.

Un bond a été franchi avec le voyage de MARCHAIS qui à son retour a déclaré que la rencontre F.L.N.-P.C.F. était "historique".

MARCHAIS, COMMIS-VOYAGEUR DE GISCARD

L'invitation faite au P.C.F. date de juillet 1972 et sera renouvelée en 1973. Alors pourquoi ce voyage de MARCHAIS en septembre ?

"LE MONDE" du 4 septembre publiait un article de P. BALTA, qui indiquait que GISCARD acceptait l'invitation faite par BOUMEDIENNE le 2 septembre de se rendre en ALGERIE entre le 15 et 30 mars 1975, et précisait le calendrier des relations franco-algériennes, tant sur le plan économique ("journées franco-algériennes" organisées par le C.N.P.F. et ABDESSELAM, Ministre Algérien de l'Industrie et de l'Energie) que sur le plan politique (voyage de GISCARD à ALGER).

Pourquoi de telles rencontres ? C'est que pour la première fois, la balance commerciale française s'est inversée en faveur de l'ALGERIE par suite des importations de pétrole, et que pour M. SEGARD "cela nous impose donc d'exporter encore plus que par le passé. C'est une nécessité absolument vitale".

C'est dans ce contexte précis et pour préparer le voyage de GISCARD comme l'expose nettement AFRIQUE-ASIE du 7 octobre, que MARCHAIS est tout d'abord venu en ALGERIE. Et cela explique en partie l'accueil réservé.

UN ACCUEIL DE CHEF D'ETAT

Toute la presse d'ALGER a souligné l'accueil exceptionnel réservé à MARCHAIS. Dans l'HUMANITE du 16/9, R. LAMBOTTE souligne le fait que BOUMEDIENNE a "consacré à MARCHAIS quatre heures d'entretien en deux visites, que cinq ministres ont été présents à la réception offerte le 12 et que pour la première fois, le dirigeant d'un parti étranger a été invité à s'adresser aux cadres du F.L.N. et des organisations de masses algériennes et à engager avec eux un large débat sur tous les aspects de la politique des deux partis et sur la façon d'appréhender les grands problèmes de la situation internationale. "

De son côté, nous dit AFRIQUE-ASIE, MARCHAIS "a eu des accents de l'homme d'Etat qu'il pourrait devenir si la coalition de la gauche arrivait un jour au pouvoir. "

Le voyage de MARCHAIS s'inscrit bien dans la politique de défense de l'économie menée par le P.C.F. et dont une des clés est la coopération franco-algérienne qui s'inscrit elle-même dans un cadre plus large : celui de la reconstitution de l'Union française.

LE CONTENU DES ACCORDS F.L.N. - P.C.F.

Le texte souligne largement l'orientation anti-impérialiste commune de la politique extérieure : reconnaissance de l'O.L.P., respect des accords de PARIS sur le VIETNAM, neutralisation de la Méditerranée ...

Mais là n'est pas l'essentiel. BOUMEDIENNE avait besoin du P.C.F. pour apporter une caution démocratique et socialiste à son régime et d'autre part pour contrôler l'émigration en FRANCE.

Sur le premier point, le P.C.F. approuve "la décentralisation démocratique qui confère de très larges pouvoirs aux assemblées élus dans les communes et les villayas", alors qu'il s'agit d'élections préfabriquées pour des assemblées régionales sans pouvoir réel.

De plus, le P.C.F. est impressionné "par l'expérience originale de gestion socialiste des entreprises" qui est un accord corporatiste.

Sur ce point AFRIQUE-ASIE écrit que MARCHAIS en a discuté avec les responsables de l'U.G.T.A. et du F.L.N.

" On ne saurait qu'être attentif à cette expérience, déclarait-on au sein de la délégation française, " puisque le problème du pouvoir dans l'entreprise se pose maintenant en FRANCE et qu'il est extrêmement utile d'étudier de près la charte algérienne. "

Cela est clair. Il s'agit de ligoter les travailleurs par des accords s d'entreprise dans le cadre d'un régime où la bourgeoisie détient l'essentiel des moyens de production et l'appareil d'Etat.

MARCHAIS va plus loin et considère que le régime actuel "s'est engagé résolument dans la construction d'une société socialiste. "

Sur ce point, que le F.L.N. considérait comme essentiel, "Révolution Africaine" du 20 septembre 1974 écrit :

" La plus importante (question), oui ou non, l'ALGERIE s'engage-t-elle dans la voie du socialisme. A cela la délégation a carrément répondu par l'affirmative, tout le reste vient après. "

.../...

Sur l'émigration, le P.C.F. s'engage résolument à travailler avec l'A.G.T.A. pour contrôler les tra-
vailleurs en FRANCE.

Ces deux points sont complémentaires. Le régime BOUMEDIENNE en pleine crise avait besoin du P.C.F. pour
consolider son pouvoir branlant. De son côté, MARCHAIS comprend que la faiblesse de la bourgeoisie et de l'Etat
algérien impose le contrôle plus strict d'une émigration qui se lie de plus en plus au combat des travailleurs.
L'accord P.C.F.-F.L.N., un accord contre-révolutionnaire dirigé contre la classe ouvrière algérienne des deux
côtés de la Méditerranée. Qu'en pensent les militants du P.A.G.S. qui se souviennent de tous les textes publiés
par le P.C.F., l'O.R.P. et le P.A.G.S. depuis 1965 ?

Nous publierons d'ailleurs dès le prochain numéro des extraits de textes de ces organisations sur ce
problème.

UNE CONCEPTION THEORIQUE DE LA SOCIETE

"Elle s'agit d'un 24 septembre 74", titre ainsi le dictionnaire de la pensée laïque qui s'est
paru à Paris le 15 mars au 10 Avril 74 :

"La culture moderne, trop axée sur le développement industriel et le progrès économique
est fortement influencée par un néo-rationalisme engendré par des habitudes contractées par
l'homme au contact de l'expérience. Elle ne tient pas assez compte du besoin naturel qu'a
l'homme de renouer avec la nature, de retrouver un sens à sa vie, de se reconnecter avec
le monde par ailleurs, les réflexes intellectuels dus à l'éducation, l'abus ont introduit
indistinctement des postulats qui faussent complètement la conception naturelle de la vie et
conduisent l'homme à s'insurger contre toute contrainte non seulement religieuse, mais
politique et sociale. Le monde est devenu un monde de l'homme qui évite actuellement dans le monde, est prolongé et
généralisé. Les humains doivent se garder de se laisser entraîner dans le courant d'une déshumanisation
généralisée d'excès et de désordre".

C'est clair que le cadre de la crise générale du système capitaliste, il faut l'écarter l'écarter pour
l'écarter l'écarter de la classe ouvrière. Et à l'école l'écarter l'écarter de la classe ouvrière, l'écarter l'écarter
de la classe ouvrière, l'écarter l'écarter de la classe ouvrière, l'écarter l'écarter de la classe ouvrière.

UN ASPECT DE LA "REVOLUTION CULTURELLE"

LE RAMADHAN "SOCIALISTE"

L'Islam a fortement imprégné le peuple algérien à travers son histoire. On sait le rôle de l'aristocratie religieuse des CHORFA sous Abdelkader, celui de la confrérie des TATBÏYA dans le soulèvement de l'Onassenis en 1845: celui des RAHMANIYA dans la grande insurrection de Kabylie en 1871... Mais jamais en Algérie, l'Islam n'a été structuré comme une église, avec une hiérarchie disposant d'un immense patrimoine foncier et étroitement lié à l'appareil d'état.

Pendant toute la colonisation, la pratique de l'Islam était largement considérée comme une manière d'affirmer l'identité culturelle, linguistique et nationale d'un peuple qui refusait son assimilation dans l'Algérie française, catholique et coloniale. Et c'est à juste titre que la manipulation des marabouts par l'administration était sévèrement condamnée.

Aujourd'hui, l'Algérie est indépendante et si l'on en croit Marchais, elle est même en marche vers le socialisme dans "les domaines des révolutions industrielles, agricoles et culturelles". Voyons sur ce dernier point ce qu'il en est.

UNE CONCEPTION THEOCRATIQUE DE LA SOCIÉTÉ

"El Maoudjahid" du 24 septembre 74, titre ainsi le bilan du 8^e séminaire de la pensée Islamique qui s'est tenu à Bejaria du 15 mars au 10 Avril 74 :

"La culture moderne, trop axée sur le développement industriel et le progrès économique est fortement influencée par un néo-rationalisme engendré par des habitudes contractées par l'esprit au contact de l'expérience. Elle ne tient pas assez compte du besoin naturel qu'a l'esprit humain de remonter jusqu'à un absolu.

Par ailleurs, les réflexes intellectuels dus à l'éducation laïque ont introduit insidieusement des postulats qui faussent complètement la conception naturelle de la vie et conduisent l'esprit humain à s'insurger contre toute contrainte non seulement religieuse, mais aussi politique et sociale.

La crise morale et intellectuelle qui sévit actuellement dans le monde, est profonde et générale.... Les musulmans doivent se garder de se laisser entraîner dans le courant d'une émancipation totale génératrice d'excès et de désordres".

C'est clair! Dans le cadre de la crise générale du système capitaliste, il faut utiliser l'Islam pour empêcher l'émancipation de la classe ouvrière. Et à bas l'école laïque!

Ce cadre ainsi formé, on comprend mieux le caractère qu'a pris cette année le Ramadhan, organisé par le F.L.N. comme une véritable campagne politique.

UNE EGLISE ISLAMIQUE, "EN FORMATION"

El Moudjahid précise que

"Les agents du culte se sont réunis dans chaque village au siège de l'Inspection de l'Enseignement original et des Affaires religieuses. L'objet de ces réunions, mettre sur pied un programme de veillées culturelles et religieuses durant tout le mois sacré du Ramadhan."

Les "agents du culte", ce sont les fonctionnaires payés d'un appareil religieux hiérarchisé dont le responsable national, Mouloud Kassim, est membre du gouvernement. Le rôle de ces "agents" est aussi de mener "une campagne d'alphabétisation au niveau des mosquées des grands centres, permettant ainsi à un public nombreux de s'initier à la langue nationale."

Voilà de bonnes intentions : l'alphabétisation de masse ! Mais M. Kassim a précisé le 18 septembre la signification profonde du Ramadhan, qui est un appel à l'action, à la discipline et au sacrifice. C'est-à-dire un appel au travail et à la production". Donc la culture et l'alphabétisation, pas à l'école, à l'usine et au chantier, mais à la mosquée, après la dure journée de travail et de jeûne.

Personne n'y croit à cette alphabétisation de masse, et la presse se garde bien, une semaine après, d'en parler. Il ne s'agit en fait que d'encadrer les travailleurs pendant un mois, pour éviter que le poison du néo-colonialisme ne les amène à réfléchir sur le fait qu'Alger est privée d'eau et que les produits de base ont augmenté de 40 % à 60 %.

Cette campagne d'embrigadement s'est répercutée jusque dans la J.F.L.N., dont l'hobdomadaire Echabab dit nettement les choses :

"Le Ramadhan nous engage tous parce qu'il est un élément de notre politique générale. Et à l'instar de la Révolution agraire, de la gestion socialiste des entreprises, du volontariat, il est l'affaire de tous. S'il se trouve qu'un département ministériel soit chargé d'administrer les lieux de culture ou de veiller sur l'enseignement originel, il n'a pas pour autant le monopole du carême..."

Comme la Révolution agraire a été une préoccupation de plusieurs ministères et principalement du Parti, et non pas du ministère de l'Agriculture seulement, le respect du Ramadhan doit l'être également, les responsables des mass média et des services de sûreté nationale, tout comme les Imams, ont une mission dans ces sens et doivent l'accomplir, avant tout pour veiller à l'ordre public. Les militants du Parti, quant à eux, doivent prouver à ce niveau leur statut d'avant-garde."

Est-ce là la vocation de la J.F.L.N. ? Demander le respect du Ramadhan avec l'aide de la police et de la Sûreté Nationale ! Dans notre pays, où des millions de jeunes n'ont pas de travail, de maisons de la culture, d'équipements sportifs, de logement !

Mais l'article va plus loin :

"Il y a quelques semaines, le Président s'était attardé sur cette question devant les étudiants volontaires, clarifiant le statut octroyé à l'Islam dans notre pays, en reprenant non seulement les données du Coran, mais également le comportement du Prophète. Il évoquait du coup l'inime relation qui régit la politique,

"l'économie et le spirituel en Islam, faisant de lui une religion, un Etat et un système social."

Est-ce pour édifier un Etat théocratique, arbitraire et obscurantiste, que le peuple algérien a perdu un million de ses enfants ? Boumedienne veut-il réaliser ce que le colonialisme n'est pas parvenu à faire : ramener l'Algérie au Moyen Age !

C'est cela le régime "socialiste" qu'est venu cautionner Marchais en Algérie ? C'est cela "la révolution culturelle" ?

Qu'en pensent les militants du PAGS, les travailleurs et les démocrates, dont certains pratiquent l'Islam, mais qui ne peuvent accepter la constitution d'une Eglise Islamique soudée à l'appareil d'Etat, et une telle campagne d'abrutissement ?

La Constituante Algérienne proclamera la liberté philosophique, religieuse, de pensée pour chaque individu, mais elle affirmera que la religion est une affaire privée. L'Etat sera laïc.

QUI EST RESPONSABLE ? QUI EST RESPONSABLE ? QUI EST RESPONSABLE ? QUI EST RESPONSABLE

EL MOUDJAHID DU 10 Septembre 74 écrit sous le titre "jusqu'à quand" ?

Une fois encore, l'eau manque à Alger. Nous disons "encore" parce que, malheureusement, ces coupures d'eau reviennent à une fréquence qui frise l'insupportable. Le problème a été déjà maintes fois soulevé et nous-mêmes, ainsi que les autres organes de la presse nationale, avons à plusieurs reprises, et depuis plusieurs années, attiré l'attention des services concernés par cette irritante question. Nous avons déjà frappé à toutes les portes : celle de l'APC d'Alger, celle de la SONADE, celle du secrétariat d'Etat à l'Hydraulique. Ce n'est pas pour autant que nous avons pu obtenir une claire vision des responsabilités.

Il semble que les parties impliquées cherchent à "se renvoyer la balle". D'autre part, ce ne sont pas les promesses qui nous ont manqué, et nous avons encore souvenance de "fermes assurances" qui nous avaient été données il y a quelque 2 ans. Selon lesquelles la question allait être définitivement réglée.

Si de tels troubles pouvaient être excusables en 1962, alors que les services pouvaient alléguer une certaine désorganisation, ils deviennent réellement incompréhensibles aujourd'hui, 12 années après l'indépendance.

Nous sommes tentés d'affirmer que la seule explication possible est la négligence, et qu'elle doit être sanctionnée.

NEGLIGENCE ? VOIRE ! VOIRE ! EN TOUT ETAT DE CAUSE EL MOUDJAHID A RAISON DE POSER LA QUESTION : QUI EST RESPONSABLE ?

Le même El Moudjahid écrit le 15 Septembre 74 :

Le complexe lainier, a été retenu dans le cadre du 1er Plan quadriennal, il permettra dès sa réalisation, une offre d'emploi à plus d'un millier de personnes. Les travaux ont commencé en août 1970. Quatre ans se sont déjà écoulés et le complexe n'est pas encore achevé !

Nous sommes en Octobre 1974 et l'on se pose la question sur les raisons ayant provoqué ce retard considérable dans l'exécution des travaux. Le montage des machines fut reporté à trois reprises et ne semble pas prêt de démarrer.

Il s'avère nécessaire que les autorités compétentes se pechent sur ce problème pour localiser les raisons et les responsables d'une telle situation.

ANOMALIE ? OU INCAPACITE ? MAIS DE TOUTE FAÇON ENCORE UNE FOIS :

MAIS QUI SONT DONC LES RESPONSABLES ?

EL Moudjahid du 6 Septembre 74 nous apprend :

UN PROPAGATEUR DE RUMEURS CALOMNIEUSES

PLACE SOUS MANDAT DE DEPOT

BENbouzid Mohamed Seghir est un homme au passé équivoque durant la guerre de libération Formé à l'école de Soustelle, il fut pendant plusieurs années conseiller à la Préfecture de police de Paris au titre de spécialiste des questions de l'émigration algérienne. Habile en matière d'intrigues, faisant état d'une technicité de surface, il réussit à s'implanter dans une administration de l'Etat et à parvenir à un niveau assez élevé de la hiérarchie administrative.

DEUX QUESTIONS LEGITIMES ?

1) Comment un personnage "formé à l'école de Soustelle" a-t-il pu arriver à " un aussi haut niveau de responsabilité dans l'administration" ?

2) Existe-t-il encore d'autres Benbouzid dans la haute administration algérienne ?

EL Moudjahid du 1er Septembre nous apprend :

LA VILLE PRIVEE D'EAU

... En effet, depuis le 21 août 1974, l'eau courante fait défaut dans plusieurs quartiers

et plus particulièrement dans ceux de la périphérie.

L'APC de Tiaret avance que la détérioration des moteurs est due à une forte tension d'énergie électrique consécutive à la mise en marche du nouveau poste de la SONELGAZ. Les élus nous ont déclaré que la SONELGAZ n'a pas pris des précautions.

Contactée à son tour, la SONELGAZ rejette catégoriquement la conjecture de l'APC et précise que la distribution en courant a été vérifiée à deux reprises.

MAIS QUI EST DONC RESPONSABLE ???